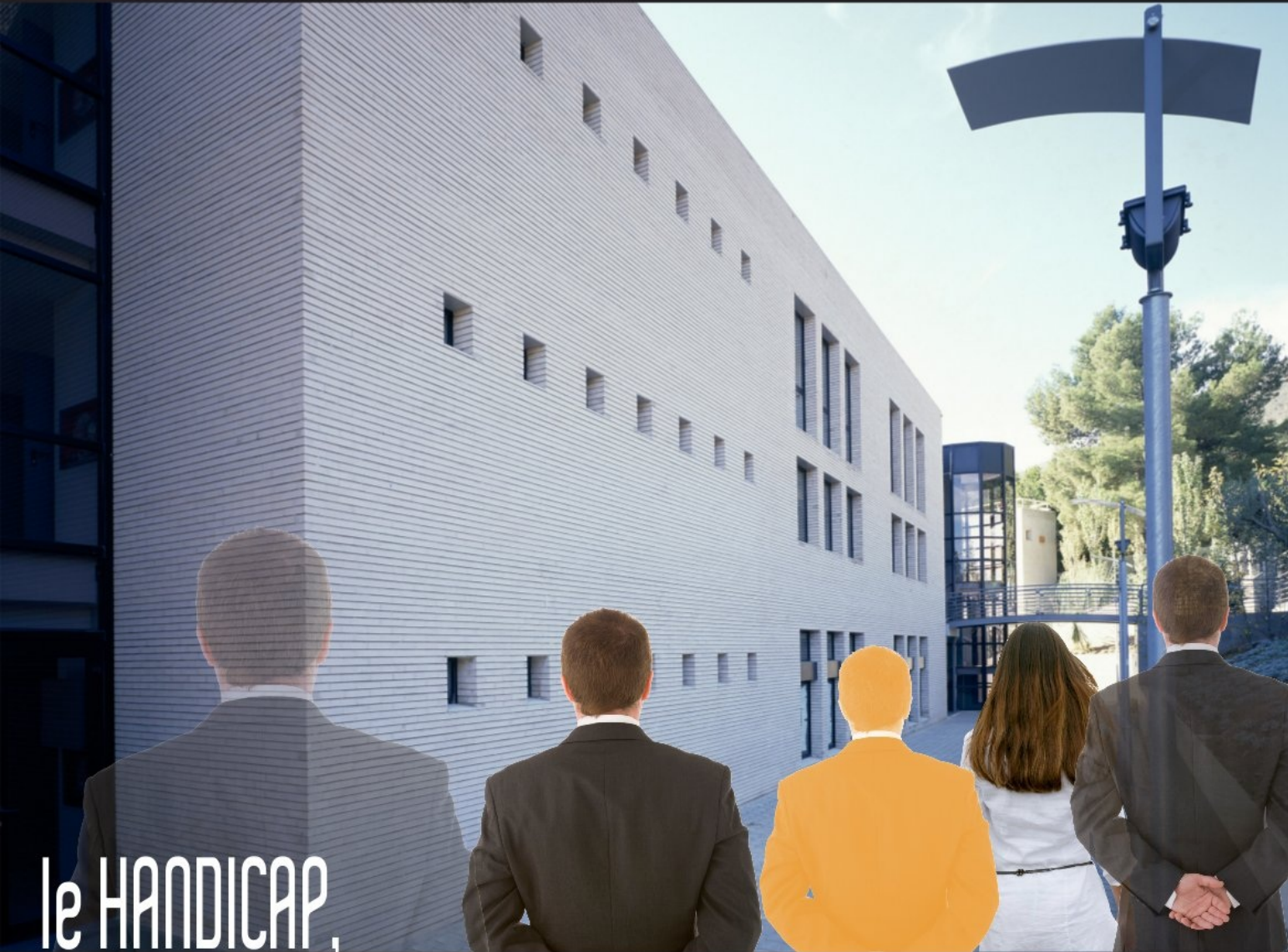




le HANDICAP,

entre trajectoires individuelles et logiques
institutionnelles.

Emploi, travail, politiques sociales.

DISABILITY,

between individual trajectories
and institutional rationale:
employment, work and social policy.»

11 et 12 avril 2013

**COLLOQUE
INTERNATIONAL**

Pour plus d'informations : <http://ceriesrqth.net/colloque>



Université Lille 3 - Maison de la Recherche
Bât. F, Salle des colloques

Domaine Universitaire du Pont de Bois - Villeneuve d'Ascq
Métro : Pont de Bois (Ligne 1, direction 4 cantons)

Colloque « Le handicap entre trajectoires individuelles et logiques institutionnelles : emploi, travail, politiques sociales » : éléments de bilan

Le colloque international « Le handicap entre trajectoires individuelles et logiques institutionnelles : emploi, travail, politiques sociales » a eu lieu les jeudi 11 et vendredi 12 avril 2013 à la Maison de la recherche, Université Lille 3.

Notre appel à communications (voir en annexe) comportait trois axes : 1) Les personnes handicapées face aux politiques de l'emploi 2) Les personnes handicapées au travail 3) Ruptures professionnelles, ruptures biographiques. Il a été largement diffusé dans les réseaux français et européens, en français et en anglais. Nous avons reçu 42 propositions de communications, 29 en français et 13 en anglais, en provenance de 18 pays¹. Nous en avons retenu 27, 18 en français et 9 en anglais en provenance de 12 pays².

Sur le fond, nous avons été surpris par le fait que très peu de personnes avaient proposé des communications sur l'axe 2 « Les personnes handicapées au travail », et qu'en revanche il y avait un grand nombre de propositions sur les transitions professionnelles de jeunes en situation de handicap que nous ne voyions initialement que comme une sous-partie de l'axe 3.

Nous avons organisé notre programme sur deux jours en 9 séances d'ateliers et une séance plénière introductive. 5 séances d'ateliers étaient bilingues, avec des interventions en français et en anglais et une traduction simultanée. Les quatre autres séances d'atelier étaient francophones.

La séance introductive de deux heures a comporté une intervention en français (Florence Weber) et une autre en anglais (Anders Gustavsson) avec une traduction simultanée³. Les séances d'ateliers, d'une durée d'1h45 regroupaient trois interventions d'une durée d'environ 20 minutes. Ces interventions étaient commentées et questionnées par un-e discutant-e. La séance se terminait par des échanges avec la salle. Un-e président-e de séance organisait la prise de parole.

Pour donner un ordre d'idée des statuts des intervenants, environ 7 interventions émanaient de doctorants francophones, 4 de doctorants s'exprimant en anglais, 2 de chercheurs indépendants ou post-doctorants francophones, 9 d'enseignants-chercheurs francophones et 5 d'enseignants-chercheurs s'exprimant en anglais⁴. Nous renvoyons à notre deuxième annexe, le document distribué lors du colloque qui précise le programme et les résumés des différentes contributions. Une centaine de participants a assisté aux séances pendant ces deux jours.

Tous les participants avaient produit des textes pour le colloque, qu'ils chercheront vraisemblablement à publier ou à valoriser. Les chercheurs ne produisent pas toujours autant de textes à l'occasion d'un colloque. Avoir obtenu que chacun fournisse un texte abouti à l'avance est en soi une réussite côté organisateurs, mais permet également aux intervenants, qui ont bénéficié de commentaires sur ces textes, d'avoir une bonne base pour des publications.

1 Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Côte d'Ivoire, France, Israël, Italie, Japon, Lituanie, Malte, Norvège, Pays-Bas, République Démocratique du Congo, Royaume-Uni, Suisse, Tchad, Turquie

2 Allemagne, Belgique (des deux côtés de la frontière linguistique), Brésil (co-direction française), Canada (anglophone), France, Italie, Japon, Lituanie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse

3 Le troisième intervenant prévu a dû suspendre sa participation au dernier moment pour des raisons personnelles. C'est la seule défection dont nous avons eu à pâtir, tous les participants, discutants et présidents de séances prévus étaient bien présents le jour dit.

4 Ce n'est qu'un ordre d'idées, car certains papiers sont signés de collègues ayant des statuts différents. Nous préférons indiquer « s'exprimant en anglais » qu'anglophone, car pour la plupart des personnes concernées, l'anglais n'était pas la langue maternelle. Pour quasiment tous les francophones en revanche, le français était la langue maternelle.

À côté des publications que les participants chercheront à faire par eux-mêmes, nous avons prévu deux types de publications collectives. Un dossier de la revue ALTER « Parcours professionnels à la lisière du handicap », coordonné par Jean-Sébastien Eideliman, Louis Bertrand et Vincent Caradec est ainsi en préparation à partir de 6 des textes présentés. Ces articles sont en cours d'évaluation. Le dossier avec les articles qui seront évalués favorablement paraîtrait au printemps 2015. Les articles écrits en français seront traduits en anglais, avec accès aux textes français en ligne.

La deuxième publication collective a été confiée à Serge Ebersold. Il s'agira d'un ouvrage collectif sur l'insertion professionnelle de jeunes en situation de handicap, thème sur lequel portaient plusieurs interventions lors du colloque. Il paraîtra aux Presses Universitaires de Grenoble, dans la collection « Handicap, vieillissement, société ».

Même si nous fournissons un bilan financier de la convention, nous voudrions ajouter quelques remarques sur l'emploi des fonds alloués. Le plus gros poste de dépenses a été la prise en charge des déplacements et hébergements des intervenants, discutants ou présidents de séance. Nous ne pouvions prendre en charge tous ces frais pour tous nos collègues. Notre politique a été la suivante : dans la mesure du possible demander aux collègues de faire financer ces frais par leurs institution d'origine, nous intervenons de manière subsidiaire pour ceux qui n'avaient pas cette possibilité. Nous avons pu ainsi prendre en charge les frais de tous ceux qui ont fait appel à nous. Un deuxième gros poste a été le prestataire de traduction simultanée français-anglais. Leur prestation a été grandement appréciée, tant des francophones que des non-francophones, et a permis une bonne fluidité des échanges dans les séances d'atelier bilingues. La restauration a également été un poste important. Pour les déjeuners et pauses-café, nous avons fait appel à un ESAT de la région, les ateliers Malécot, dont la qualité des produits a été grandement appréciée. Le reliquat de financement a été employé pour des traductions d'articles en anglais dans le cadre du dossier préparé pour la revue ALTER (cf *supra*).

Un important poste de dépenses n'apparaît pas dans le bilan : le budget communication, hormis l'impression des programmes et l'achat de sacs en toile et de cahiers. Le service communication de l'Université Lille 3 a été fortement sollicité et ne facture pas ses services dans le cadre interne. On lui doit notamment les affiches du colloque et celles présentant le programme dans chaque salle, la mise en page du programme, du livret des résumés, des badges et chevalets, des tickets-repas et flyers d'invitation au colloque. Le comité d'organisation a également mis en place sans frais supplémentaires un site internet dédié au colloque : <http://www.ceriesrqth.net/colloque/>. Enfin les salles de la Maison de la recherche ont également été mises à disposition gratuitement par l'université.

Nous présentons dans les annexes ci-après :

- l'appel à communication initial
- le livret des résumés comprenant le programme et les résumés des différentes interventions.

Le comité d'organisation (Louis Bertrand, Vincent Caradec, Muriel Delporte, Jean-Sébastien Eideliman)

Le handicap entre trajectoires individuelles et logiques institutionnelles : emploi, travail, politiques sociales

Colloque international en sciences sociales

Laboratoire CeRIES, Université Lille 3

Jeudi 11 et Vendredi 12 avril 2013

<http://www.ceriesrqth.net/colloque>

Appel à communications

Le champ du handicap en France a été récemment réformé par la loi de 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ». Elle crée les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) comme guichets uniques, une nouvelle « commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées » et met en place la prestation de compensation du handicap. Le projet de vie censément recueilli auprès des demandeurs doit guider la réponse institutionnelle.

Mais le contexte économique et social accentue les pressions sur les institutions des politiques sociales du handicap : hausse du chômage et déstabilisation des emplois, réforme des retraites, pressions sur les bénéficiaires du revenu de solidarité active, mais aussi réévaluation de l'allocation adulte handicapé (AAH). Le handicap peut paraître un îlot protégé, une zone de repli. Cette situation accentue certains débats : rapports sur l'AAH appelant à un durcissement des critères pour mieux distinguer le handicap de l'insertion, dénonciations des efforts insuffisants pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, persistance des discriminations... Les moyens manquent pour assurer un suivi de qualité des usagers des MDPH ou des demandeurs d'emplois handicapés. L'accès et le maintien dans l'emploi restent particulièrement difficiles.

Ces évolutions sont communes à de nombreux pays occidentaux, avec des variantes nationales : choix de politiques de quota ou législations anti-discriminations, insistance plus ou moins forte sur le secteur protégé, activation plus ou moins sévère des aides et pensions liées au handicap.

Les recherches en sciences sociales sur le handicap, longtemps moins développées en France que chez ses voisins, semblent connaître un important développement depuis une dizaine d'années : grandes enquêtes statistiques, recherches ethnographiques, appels à projets de recherche, nouvelle revue spécialisée installent peu à peu ce thème de recherche dans les sciences sociales françaises. Ici comme dans d'autres domaines, les échanges avec les courants internationaux paraissent encore insuffisants, même si certaines initiatives cherchent à les renforcer.

Les sciences sociales permettent d'importer dans le champ du handicap un ensemble de problématiques auquel il était peut-être moins fait attention : influence de la position sociale, du genre, attention à une construction sociale du handicap, réflexion sur la discrimination... Mais le handicap interroge également les évolutions sociales de fond et les réflexions en sciences sociales : sociologie des parcours de vie, « activation » et individualisation de l'organisation du travail, sociologie de la famille... Il peut permettre d'interroger à nouveaux frais les rapports entre individus et institutions, les débats sur le constructivisme social comme les transformations des marchés du travail et du capitalisme contemporain.

Le colloque international « Le handicap entre trajectoires individuelles et logiques institutionnelles : emploi, travail, politiques sociales », financé dans le cadre de l'appel à projets IReSP/MiRe/CNSA, vise à faire le point sur l'état des recherches françaises et à accueillir des contributions internationales sur les thématiques concernant plus particulièrement le handicap, l'emploi et les politiques sociales. Les communications attendues en français ou en anglais s'inscriront dans trois axes :

- Les personnes handicapées face aux politiques de l'emploi
- Les personnes handicapées au travail
- Ruptures professionnelles, ruptures biographiques

Les recherches présentées s'inscriront dans le contexte français ou un autre contexte national ou supra-national et pourront porter sur les institutions, sur les parcours individuels ou idéalement sur les deux. Les méthodes employées pourront être quantitatives ou qualitatives, ou encore s'appuyer sur l'exploitation d'archives. Elles devront être clairement précisées.

Axe 1 : Les personnes handicapées face aux politiques de l'emploi

Les politiques de l'emploi en faveur des travailleurs handicapés sont très différentes d'un État à l'autre et s'inscrivent dans des marchés de l'emploi nationaux qui peuvent être très distincts. Les politiques sociales du handicap se trouvent quant à elles prises dans des questions plus larges sur la protection sociale, la solidarité nationale et les politiques de remise au travail – souvent désignées sous le terme général d'activation des politiques sociales. Elles sont travaillées par les tendances à l'individualisation, voire à la subjectivisation du traitement, par la nécessité de pallier aux déficiences, la volonté de limiter les coûts...

Au niveau européen voire extra-communautaire, quelles convergences et quelles disparités observe-t-on entre des États sociaux de traditions différentes ? Quelle prise en compte des attentes et besoins des bénéficiaires, quelles injonctions ou contraintes sont à l'œuvre dans les divers États, membres ou non de l'Union Européenne ? Comment les handicaps les plus lourds sont-ils pris en compte ? Comment l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés est-elle organisée, quels problèmes rencontre-t-elle ? Quels bilans peut-on tirer des politiques contraignantes de retour à l'emploi mises en œuvre par exemple au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas ?

Les enjeux de définition d'une population handicapée ou en situation de handicap paraissent également intéressants à étudier, tant d'un point de vue historique, politique que juridique, dans une configuration nationale particulière comme dans une comparaison internationale. Comment a-t-on construit les catégories de bénéficiaires des politiques sociales du handicap ? Comment différentes populations accèdent-elles ou non à la qualification de handicap et aux droits qui en découlent ?

En France, la loi de 2005 a relativement peu affecté l'organisation des politiques de l'emploi en direction des travailleurs handicapés, mis à part de nouveaux modes de calcul du quota d'embauche de travailleurs handicapés. Elle a en revanche cherché à transformer la relation des demandeurs aux institutions des politiques sociales du handicap. L'expression d'un projet de vie, les réflexions sur l'employabilité des demandeurs de l'allocation adulte handicapé cherchent à rapprocher l'institution et ses usagers. Comment ces transformations affectent-elles effectivement les parcours des demandeurs ? Dans d'autres situations nationales, comment s'articulent politiques sociales du handicap et politiques de l'emploi ? Comment le motif de l'individualisation du traitement est-il repris ? Inspire-t-il des pratiques d'accompagnement particulières ?

Axe 2 : Les personnes handicapées au travail

L'accès à l'emploi de demandeurs en situation de handicap est souvent difficile : du côté des individus, en sus des limitations dues aux déficiences, les arrangements pratiques mis en place, l'environnement social, la qualification professionnelle peuvent être des « freins » ; du côté des recruteurs, des préventions voire de la discrimination existent, les dispositifs d'aide et d'adaptation restent méconnus, les offres réservées sont souvent en inadéquation avec les profils des demandeurs d'emploi. Le maintien dans l'emploi de travailleurs handicapés peut également être complexe.

Comment se fait l'intégration des travailleurs handicapés dans différents environnements de travail ? Peut-on distinguer des situations différentes selon les déficiences, le statut public ou privé de l'employeur ? Quels usages sont faits du statut de travailleur handicapé, du côté des travailleurs, des employeurs, des services de placement ou de maintien dans l'emploi ?

Plusieurs pays ont mis en place un secteur de travail protégé, à destination notamment des personnes déficientes intellectuelles ou souffrant de troubles psychiques. Comment concrètement ces établissements gèrent-ils la « liminalité » liée au caractère « protégé » du travail ? Quels liens sont-ils faits entre l'activité productive et les autres dimensions de l'accompagnement ? Certains établissements expérimentaux, à destination de jeunes déficients intellectuels ou de personnes souffrant de troubles psychiques, cherchent à établir des liens plus forts entre milieu ordinaire de travail et milieu protégé. Comment se font concrètement ces liens ? Quelles difficultés ces établissements rencontrent-ils ?

Les contributions attendues dans cet axe s'intéresseront aux personnes handicapées au travail. Elles peuvent se placer du point de vue des travailleurs handicapés et de leurs proches comme des employeurs, des associations de personnes handicapées, des organisations syndicales, des services de santé au travail, des services de maintien dans l'emploi ou d'accompagnement de demandeurs d'emploi handicapés, des acteurs du secteur protégé etc.

Axe 3 : Ruptures professionnelles, ruptures biographiques

Que les déficiences soient congénitales ou acquises, les situations de handicap influencent les parcours de vie des personnes concernées et de leur entourage. Comment le handicap rend-il particulières les transitions identifiées par la sociologie des parcours de vie ? En particulier comment les problématiques liées à la jeunesse, à la vie familiale et professionnelle, au vieillissement sont-elles affectées ? En quoi l'âge de survenue du handicap est-il significatif ?

La question de l'orientation professionnelle est bien souvent particulièrement épineuse pour les jeunes en situation de handicap et pour les personnes devant trouver une reconversion professionnelle. Vers quel emploi se tourner quand une inaptitude est prononcée dans un métier qu'on avait pratiqué toute sa vie ? Quand l'accident, la maladie, l'accentuation de troubles rendent inconcevables la poursuite du travail antérieur ? Comment négocier le passage de l'âge scolaire à l'emploi pour des jeunes à la scolarité heurtée ? Quand la survenue d'un handicap remet en cause les projets de formation ? Comment trancher entre persévérance dans le milieu ordinaire et orientation vers le milieu protégé ?

Liés à ces questions, les enjeux de la formation professionnelle, adaptée ou non, sont également importants : comment se font ces orientations ? Que se passe-t-il pendant ces formations ? Et en sortant ? Sur un temps plus long, comment les personnes en situation de handicap envisagent-elles leur formation ?

Les problèmes se posent différemment pour les travailleurs handicapés en emploi. Comment

organiser le maintien dans l'emploi, l'adaptation du poste de travail ? Comment faire face à l'apparition de problèmes de santé, à leur aggravation ? Comment se fait l'intégration au milieu de travail ? Le vieillissement des travailleurs handicapés, en milieu ordinaire ou protégé, pose également question : comment gérer l'évolution des capacités du travailleur, comment s'organise le passage à la retraite ? La réforme des retraites et l'accroissement des problèmes de santé avec l'âge amènent-elles de nouvelles catégories de population à demander un statut de travailleur handicapé ?

Dans certaines situations, la survenue du handicap ou son aggravation soudaine constitue une rupture biographique. Comment ces ruptures sont-elles vécues ? A quelles reconfigurations conjugales, familiales, professionnelles donnent-elles lieu ? Comment est affecté le rapport à soi-même, à son corps, à sa biographie ?

Pour ces personnes comme pour celles pour qui l'entrée en handicap est plus progressive ou remonte à l'enfance, comment en arrive-t-on à faire des demandes administratives liées au handicap ? Comment sont coordonnées les prises en charge des différents problèmes qui peuvent apparaître simultanément (problèmes de santé, rapports à la MDPH et aux organismes de protection sociale, vie scolaire ou professionnelle, autres problèmes concomitants...) ? Comment ces parcours de vie marqués par le handicap interrogent-ils la notion de « projet de vie » présente dans les politiques sociales du handicap françaises ?

Modalités

Les interventions attendues s'appuieront sur un travail de recherche en sciences sociales. Elles pourront s'intéresser au cas français comme à d'autres contextes nationaux. Les contributions de jeunes chercheurs feront l'objet d'une attention particulière. Le colloque est bilingue, il comportera une session plénière et des temps en atelier en français et en anglais. Des modalités de traduction seront mises en place pour une meilleure compréhension mutuelle. A l'issue du colloque, un ouvrage sera publié réunissant une sélection de communications. Des premiers contacts ont été pris avec les Presses Universitaires du Septentrion et les Presses Universitaires de Grenoble.

Le calendrier est le suivant :

- ⤴ Date limite pour les propositions de communication : **lundi 3 décembre 2012**

Les propositions de communication feront figurer les nom et prénom, qualité, discipline, institution de rattachement, coordonnées mails de l'auteur-e ou de chacun des co-auteur-e-s. Rédigées en français ou en anglais, elles feront de 3000 à 5000 signes, précisant le titre, la problématique, la méthode employée, les matériaux d'enquête et type d'exploitation de ces matériaux, des éléments indicatifs de la bibliographie sollicitée. Elles doivent être envoyées par mail à l'adresse ceries.recherche@univ-lille3.fr sous format RTF, ODT ou DOC.

- ⤴ Sélection des communications pour le **lundi 14 janvier 2013**

- ⤴ Envoi des communications : **vendredi 15 mars 2013**

Les communications, écrites en français ou en anglais, pourront faire 45 000 caractères maximum et devront comporter un résumé (1 500 signes maximum).

- ⤴ Colloque : **jeudi 11 et vendredi 12 avril 2013**

Comité d'organisation : Louis Bertrand, Vincent Caradec, Muriel Delporte, Jean-Sébastien Eidelman

Comité scientifique : Jean-Claude Barbier, Jean-Yves Barreyre, Louis Bertrand, Alain Blanc, Marie-Christine Bureau, Marcel Calvez, Vincent Caradec, Muriel Delporte, Michel Desjardins, Jean-Sébastien Eidelman, Benoît Eyraud, Anders Gustavsson, Claude Martin, Barbara Rist, Eric Samoy, Pierre Vidal-Naquet, Isabelle Ville, Florence Weber.



RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS

le HANDICAP,

entre trajectoires individuelles et logiques
institutionnelles.

Emploi, travail, politiques sociales.

DISABILITY,

between individual trajectories
and institutional rationale.

Employment, work and social policy.

11 et 12 avril 2013

COLLOQUE
INTERNATIONAL

Le handicap entre trajectoires individuelles
et logiques institutionnelles :
emploi, travail, politiques sociales

Disability, between individual trajectories
and institutional rationale :
employment, work and social policy

RÉSUMÉS DES CONTRIBUTIONS CONTRIBUTIONS' ABSTRACTS

Sommaire – Contents

Programme du colloque – Symposium's program	p. 5
1. T. Addabbo, J. Krishnakumar, E. Sarti, <i>Disability and work. Definition and empirical evidence from Italy</i>	<i>p. 11</i>
2. N. Auguin-Ferrere, V. Torossian-Plante, <i>Handicap et trisomie 21. La vie professionnelle : la parole des adultes.</i>	<i>p. 12</i>
3. F. Barnier, <i>Parcours intérimaires, handicap et emploi.</i>	<i>p. 13</i>
4. L. Bertrand,V. Caradec, J.-S. Eideliman, <i>Parcours de demandeurs de la RQTH et fabrique du handicap</i>	<i>p. 14</i>
5. M. Blanc, C. Peyrard, <i>Sortir des transitions : construire une vie singulière entre dispositifs et statut de l'activité.</i>	<i>p. 15</i>
6. R. Bodin, <i>La construction du projet professionnel chez les jeunes « déficients intellectuels » : myopie institutionnelle et socialisation</i>	<i>p. 16</i>
7. R. Braziene, U. Zalkauskaite, <i>Young Disabled People at Work in Lithuania: opportunities, challenges and social policy responses</i>	<i>p. 17</i>
8. G. Brégain, <i>L'imposition d'une mesure coercitive à contretemps de la politique d'insertion professionnelle impulsée par l'OIT (1955-1991) ? Un essai d'histoire croisée Argentine-Brésil.</i>	<i>p. 18</i>
9. M. Delporte, <i>L'expérience de la retraite des personnes désignées « déficientes intellectuelles »</i>	<i>p. 19</i>
10. S. Ebersold, <i>Passage à l'âge adulte, handicap et transitions vers l'emploi</i>	<i>p. 20</i>
11. V. Flohimont, A. Tasiaux, <i>Les personnes handicapées mentales et psychiques et le travail : une conciliation possible en droit belge ?</i>	<i>p. 21</i>
12. R. Halvorsen, B. Hvinden, S. Kuivalainen, <i>New Policies to Promote Youth Inclusion in the Labour Market? Disability in the Nordic Welfare States</i>	<i>p. 22</i>
13. Y. Haruna, Y. Kataoka, <i>Functioning of working life of persons with intellectual disability in Japan influenced by their access to community services and accommodations in their workplace</i>	<i>p. 23</i>
14. D. Heap, <i>'Activating' disabled people in the UK: Who, when and how – and how much?</i>	<i>p. 24</i>
15. S. Kerbourc'h, S. Dalle-Nazébi, <i>Les stratégies professionnelles de salariés sourds : du travail à la négociation contrainte de conditions ordinaires de travail.</i>	<i>p. 25</i>

Sommaire – Contents

16. T. Knijn,	p. 26
<i>Partially disabled employees : dealing with a double role in the Netherlands</i>	
17. G. Lansade,.....	p. 27
<i>La scolarisation d'adolescents et jeunes adultes dits handicapés mentaux au sein d'un dispositif ULIS d'un lycée professionnel : Enjeux, paradoxes et conséquences</i>	
18. N. Le Roux, M. Segon,	p. 28
<i>Les trajectoires des anciens étudiants handicapés : regard statistique et perspectives de recherche.</i>	
19. S.-H. Lo,.....	p. 29
<i>Les parcours de (ré)insertion professionnelle de personnes ayant une déficience motrice passées par un centre de MPR</i>	
20. L. Meeusen, A. Nys,	p. 30
<i>Are labor force evolutions affecting the disability insurance uptake?</i>	
21. S. Neuberg,	p. 31
<i>La place des demandes d'AAH dans la prise en charge des bénéficiaires du RSA d'un Conseil Général français.</i>	
22. A. Parron,	p. 32
<i>Les parcours professionnels de jeunes adultes en situation de handicap psychique : du milieu ordinaire à la filière spécialisée du handicap</i>	
23. I. Probst, J.-P. Tabin,	p. 33
<i>Un nouveau paradigme dans l'invalidité ? Le cas suisse</i>	
24. C . Schneider, S. Chahine, B. Hattie,	p. 34
<i>Researching Life Course Transitions of Young Adults with Disabilities : The ACEE Alumni Study</i>	
25. N. Titze, S. Gruber,.....	p. 35
<i>Employment Prospects of Young Apprenticeship Participants with disabilities in the Context of Vocational Rehabilitation in Germany</i>	
26. P. Vidal-Naquet,	p. 36
<i>Prendre le corps à bras le corps</i>	
27. S. Zygart,	p. 37
<i>Politiques d'emploi des mutilés de la Première Guerre Mondiale et des handicapés actuels: de la transformation des contraintes à la question de leur disparition</i>	

8H30 • 9H30

Accueil / Registration

HALL DE LA MAISON DE LA RECHERCHE / HALL OF THE HOME OF RESEARCH

9H30 • 10H00

Ouverture du colloque / Institutional welcome

SALLE DES COLLOQUES / CONFERENCE HALL

. Catherine Denys

(Vice-Présidente Recherche de l'université Lille 3 / Vice-President from University Lille 3)

. Jacques Rodriguez

(Directeur du CeRIES / Chairman of the CeRIES)

. Louis Bertrand

(pour le comité d'organisation du colloque / for the organizing committee)

10H00 • 12H00

Conférence plénière / Introductory plenary session

SALLE DES COLLOQUES / CONFERENCE HALL

Président / *Chairman* : Vincent Caradec (Université Lille 3, France)

■ Florence Weber (ENS Paris, France),

Handicap psychique, travail et emploi : myopie institutionnelle et difficultés (inter)personnelles

■ Alain Blanc (UPMF, Grenoble, France),

Le handicap : un objet public

■ Anders Gustavsson (Stockholms Universitet, Suède),

Policy, Reform and Unexpected Scandinavian Outcomes

12H00 • 14H00

Pause Déjeuner/ *Lunch break*

14H00 • 15H45

Ateliers/ *Parallel sessions.*Session bilingue avec traduction simultanée/ *Bilingual session*SALLE DES
COLLOQUES /
CONFERENCE
HALL**La construction du projet professionnel / Building a professional project**Président/*Chairman* : Serge Ebersold (INSHEA, GRHAPES-SAGE, France)Discutante/*Convenor* : Pamela Miceli (Université Lille 3, France)■ Romuald Bodin (Université de Poitiers, France) : **La construction du projet professionnel chez les jeunes « déficients intellectuels » : myopie institutionnelle et socialisation**■ Godefroy Lansade (EHESS Marseille, France) : **La scolarisation d'adolescents et jeunes adultes dits handicapés mentaux au sein du dispositif Ulis d'un lycée professionnel. Enjeux, paradoxes et conséquences**■ Cornelia Schneider and Saad Chahine (Mount Saint-Vincent University, Halifax, Canada) : **Researching Life Course Transitions of Young Adults with Disabilities: The ACEE Program**

Session francophone / French-speaking session

SALLE F1.07 /
ROOM F1.07

Trajectoires et bifurcations professionnelles

Président/ *Chairman* : Alain Blanc (UPMF, France)

Discutante/ *Convenor* : Barbara Rist (LISE, France)

- Martine Blanc et Catherine Peyrard, Dysola (Université de Rouen, France) : **Sortir des transitions : construire une vie singulière entre dispositifs et statut de l'activité**
- Seak-Hy Lo (Cermes3, France) : **Comment se (re)constitue le potentiel au travail après la survenue d'une déficience « invalidante » ?**
- Audrey Parron (LISST-CERS, France) : **Les parcours professionnels de jeunes adultes en situation de handicap psychique : du milieu ordinaire à la filière spécialisée du handicap**

15H45 • 16H15

Pause-café/ *Coffee break* –

HALL DE LA MAISON DE LA RECHERCHE - HALL OF THE HOME OF RESEARCH

16H15 • 18H00

ATELIERS/ Parallel sessions

Session bilingue avec traduction simultanée/ *Bilingual session*

SALLE DES
COLLOQUES /
CONFERENCE
HALL

Les transitions vers l'emploi/ Transition toward employment

Présidente/ *Chairman* : Isabelle Vazeilles (IReSP, France)

Discutant/ *Convenor* : Philippe Cardon (Université Lille 3, France)

- Serge Ebersold (INSHEA, GRHAPES-SAGE, France) : **Passage à l'âge adulte, handicap et transitions vers l'emploi**
- Ruta Braziene and Ugne Zalkauskaite (University of Technology, Lituanie) : **Young disabled people at work in Lithuania: opportunities, challenges and social policy responses**
- Nancy Titze and Stefan Gruber (Institute for Employment Research, Allemagne) : **Employment Prospects of Young Apprenticeship Participants with disabilities in the Context of Vocational Rehabilitation in Germany**

Session francophone/ French-speaking session

SALLE F1.07 /
ROOM F1.07

Trajectoires d'emploi et de non-emploi à la lisière du handicap

Présidente/ *Chairman* : Muriel Delporte (Université Lille 3, France)

Discutante/ *Convenor* : Marie-Christine Bureau (Université Lille 3, France)

- Louis Bertrand, Vincent Caradec et Jean-Sébastien Eidelman (Université Lille3, France) : **Parcours de demandeurs de la RQTH et fabrique du handicap**
- Frédérique Barnier (Université d'Orléans, France) : **Parcours intérimaires, handicap et emploi**
- Samuel Neuberg (CMH, France) : **La place des demandes d'AAH dans la prise en charge des bénéficiaires du RSA d'un Conseil Général français**

08H30 • 09H00 **Accueil/ Registration**

HALL DE LA MAISON DE LA RECHERCHE / HALL OF THE HOME OF RESEARCH

09H00 • 10H45 **ATELIERS/ Parallel sessions**

Session bilingue avec traduction simultanée / Bilingual session

SALLE DES
COLLOQUES /
CONFERENCE
HALL

Handicap et emploi en Europe : entre incitation, activation et discrimination/ Disability and employment in Europe: between incitation, Active labour market policies and discrimination

Président/ Chairman: Louis Bertrand (Université Lille 3, France)

Discutant/ Convenor: Jean-Claude Barbier (CES, France)

- Dan Heap, University of Edinburgh, Royaume-Uni : **'Activating' disabled people in the UK: Who, when and how – and how much?**
- Trudie Knijn, Frits van Wel, Utrecht University, Pays-Bas : **Partially disabled employees : dealing with a double role in the Netherlands**
- Alexandra Tasiaux, Valérie Flohimont, Université de Namur et KU Leuven-Institut de droit social, Belgique : **Les personnes handicapées et le travail : une conciliation possible en droit belge ?**

10H45 • 11H15 **Pause-café/ Coffee break**

HALL DE LA MAISON DE LA RECHERCHE / HALL OF THE HOME OF RESEARCH

11H15 • 13H00 **ATELIERS/ Parallel sessions**

Session bilingue avec traduction simultanée / Bilingual session

SALLE DES
COLLOQUES /
CONFERENCE
HALL

Entrer et sortir du marché du travail à différents âges / Get in and out of the labour market at different ages

Président/Chairman: Anders Gustavsson (Stockholms Universitet, Suède)

Discutant/Convenor: Pierre-Yves Baudot (UVSQ, France)

- Leen Meeusen and Annemie Nys (University of Antwerp, Belgique) : **Social demographic profile of the disabled and interconnectivity of social risks**
- Rune Halvorsen, Bjørn Hvinden and Susan Kuivalainen (Norwegian Social Research Institute, Norvège) : **New Policies to Promote Youth Inclusion in the Labour Market? Disability in the Nordic Welfare States**
- Tindara Addabbo, Jaya Krishnakumar and Elena Sarti (University of Modena and Reggio Emilia, Italy / University of Geneva, Switzerland) : **Disability and work. Definition and empirical evidence from Italy**

Session francophone/ French-speaking session

SALLE F0.13 /
 ROOM F0.13

Genèse et transformation des politiques d'emploi en faveur des personnes handicapées

Président/Chairman : Jacques Rodriguez (Université Lille 3, France)

Discutant/Convenor : Jean-Sébastien Eideliman (Université Lille 3, France)

- Gildas Bregain (Université de Rennes II / Universidade Federal de Santa Catarina, France/Brésil) : **L'imposition d'une mesure coercitive à contretemps de la politique d'insertion professionnelle impulsée par l'OIT (1955-2002) ? Un essai d'histoire croisée Argentine-Brésil**
- Isabelle Probst (HESAV, Lausanne) et Jean-Pierre Tabin (Université de Lausanne, Suisse) : **Un nouveau paradigme dans l'invalidité ? Le cas suisse**
- Stéphane Zygart (Université de Lille 3, France) : **Politiques d'emploi des mutilés de la Première Guerre Mondiale et des handicapés actuels : de la transformation des contraintes à la question de leur disparition**

13H00 • 14H30 : Déjeuner/ Lunch break

14H30 • 16H15 : **ATELIERS**/ Parallel sessions

Session bilingue avec traduction simultanée/ Bilingual session

SALLE DES
 COLLOQUES /
 CONFERENCE
 HALL

Vivre le handicap au travail /Living disability at work

Présidente/Chairman : Marie-Christine Le Floch (Université Lille 3, France)

Discutant/Convenor : Pierre Brasseur (Université Lille 1, France)

- Pierre Vidal-Naquet (CERPE, France) : **Le corps à bras le corps**
- Nathalie Auguin-Ferrère et Valérie Plante-Torossian (Université Paris Descartes, France) : **Handicap et trisomie 21. La vie professionnelle : la parole des adultes**
- Yuichiro Haruna and Yusuke Kataoka (University of Tokyo, Japon) : **Functioning of working life of persons with intellectual disability in Japan influenced by their access to community services and accommodations in their workplace**

Investissements et désinvestissements du monde professionnel

Président/Chairman : Jean-François Ravaud (CERMES3, IFRH, France)

Discutante/Convenor : Marion Blatgé (IDHE, France)

- Sylvain Kerbourc'h (CEE, France), Sophie Dalle-Nazébi (Scic WebSourd, Pôle R&DE, France) : **Les stratégies professionnelles de salariés sourds : du travail à la négociation contrainte de conditions ordinaires de travail.**
- Muriel Delporte (Université Lille 3, France) : **L'expérience de la retraite des personnes désignées « déficientes intellectuelles »**
- Nathalie Le Roux et Michaël Segon (Université Montpellier I, France) : **Les trajectoires des anciens étudiants handicapés : regard statistique et ressentis des individus**

16H15 : Thé de départ/« Farewell tea »

HALL DE LA MAISON DE LA RECHERCHE/ HALL OF THE HOME OF RESEARCH

Disability and work. Definition and empirical evidence from Italy

■ Tindara Addabbo,

Professor in Labour Economics, Department of Economics - University of Modena and Reggio Emilia – Italy,
tindara.addabbo@unimore.it

■ Jaya Krishnakumar,

Professor in Econometrics, Department of Economic Science - University of Geneva – Switzerland,
Jaya.Krishnakumar@unige.ch

■ Elena Sarti,

Ph.D. Student in Labour Economics and Research Assistant, Department of Economics - University of Modena and Reggio Emilia – Italy,
Department of Economic Science - University of Geneva – Switzerland,
elena.sarti@unimore.it

This paper is an empirical study on the work opportunities of people with disability using Italian data collected through a survey carried out by Istat in 2004. Our analysis is guided by the conceptual framework of the Capability Approach and investigates the role of conversion factors in the ability to be employed and the type of employment. We first use a simple probit for labour force participation and then a sequential logit for the outcomes of participation as well as employment status. In all variants we find that chronic illness is a stronger deterrent for labour force participation than disability.

Women are more discouraged by disability compared to men. For the disabled people, intellectual disability is the strongest barrier as can be expected and hearing the least influential. In a sequential decision-making process, one finds that disability affects both labour force participation decision and the ability to be employed but not so much the choice between part-time and full-time.

Handicap et trisomie 21. La vie professionnelle : la parole des adultes.

■ Nathalie Auguin-Ferrere,

Psychologue clinicienne et ATER à l'Université Paris V. René Descartes (Faculté SHS, Département des Sciences de l'Education, Laboratoire Education et Apprentissage).

Adresse mail : nathalie.ferrere@wanadoo.fr

■ Valérie Torossian-Plante,

Psychologue clinicienne et chargée de cours à l'Université Paris V. René Descartes.

Adresse mail : valerie.plante@wanadoo.fr

Dans le cadre d'une recherche longitudinale réalisée entre 1990 et 2011 ont été étudiées l'évolution, l'adaptation et l'intégration de personnes en situation de handicap en lien avec le diagnostic de la trisomie 21. Après une première phase portant sur l'enfance, puis une seconde sur l'adolescence, la phase actuelle a pris en considération le devenir des adultes au travers de leur situation de travail et d'insertion professionnelle.

Cette évolution sur le plan professionnel et culturel a été recueillie par entretiens et analysée sur fond de toile d'ajustements psychologiques tant dans le rapport à eux-mêmes qu'à celui de leur environnement et de leur entourage. Leurs attentes, leurs motivations, leurs frustrations, leurs satisfactions traversent ce qui est relaté de leur parcours, de leurs « expériences » de vie au jour le jour mais aussi de leurs projets, de leurs réalisations, et de fait, de leur implication et de leur investissement dans le concret professionnel quotidien.

Se trouve posée à chaque étape la question de leur vécu, de la répercussion et de la traduction de ces composantes quant à la représentation qu'ils se font d'eux-mêmes comme du regard des autres, et quant à leur estime de soi.

Se trouve également posée la question de l'accompagnement des professionnels dans la dynamique du processus d'intégration-inclusion.

■ Frédérique Barnier,

MC sociologie, CNU 19, EC CEDETE, EA 1210, Université d'Orléans – IUT de Bourges,

frederiquebarnier@wanadoo.fr

Le travail intérimaire s'est beaucoup développé en France à partir des années 1980 et concerne aujourd'hui plus de 2 millions de salariés pour 600 000 emplois à temps plein. Si le portrait type de l'intérimaire dessiné par les statistiques reste celui d'un homme ouvrier, jeune, travaillant dans l'industrie ou le BTP, la population intérimaire, elle, est loin d'être homogène. Elle figure plutôt une sorte de nébuleuse de laquelle les gens entrent et sortent, cumulant et conjuguant des statuts divers, jonglant avec la précarité et l'instabilité, entre missions ponctuelles, CDD, emplois aidés, formations rémunérées, chômage, fin de droit, RSA, travail au noir, «débrouille»...

Ballotés au gré des missions et de leurs arrêts, les intérimaires connaissent des conditions de travail et de vie difficiles. Ils sont les plus exposés des travailleurs mais ceux dont la santé au travail est la moins surveillée.

Quand arrivent l'accident, la vieillesse, la maladie, le handicap ou l'incapacité, les travailleurs intérimaires échappent également bien souvent aux principaux filets de protection sociale mis en place pour les salariés.

Vieillissant, malade ou handicapé, l'intérimaire n'est très vite plus rien. L'urgence reste ou redevient alors l'emploi ; quitte à taire son handicap, à dissimuler sa maladie chronique invalidante, à masquer ses difficultés ou les séquelles d'un accident et tenter d'échapper ainsi à l'installation dans la pauvreté et les minimas sociaux.

Mots clefs : intérimaires, conditions de travail, santé au travail

Parcours de demandeurs de la RQTH et fabrique du handicap

■ Louis Bertrand,

post-doctorant, sociologue, Université Lille 3, louis.bertrand@univ-lille3.fr

■ Vincent Caradec,

professeur, sociologue, Université Lille 3, vincent.caradec@univ-lille3.fr

■ Jean-Sébastien Eidelman,

maître de conférences, Université Lille 3, eidelman@gmail.com

Notre communication s'intéresse aux enjeux de la « reconnaissance de la qualité de travailleurs handicapé » (RQTH) du point de vue des demandeurs de la RQTH et des Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) qui les octroient.

Là où les agents des MDPH se défendent de « faire du social » et s'évertuent à réaffirmer une frontière entre « handicap » et aptitude normale au travail, le positionnement est plus ambivalent du côté des demandeurs. Leur position et leur trajectoire sociales peuvent jouer sur la manière dont ils s'adressent à la MDPH et sur les retombées qu'ils en attendent. Mais la caractérisation sociale de la population locale peut également affecter la rencontre entre offre et demande de reconnaissance, en modifiant à la fois le type et le nombre de demandes adressées, l'expérience que peuvent avoir les individus des effets d'une demande et les critères mis en œuvre par la MDPH pour décider.

Il s'agit donc de comprendre comment les ajustements entre demandeurs de la RQTH et décideurs fabriquent des travailleurs handicapés sur fond de malentendus. Nous nous appuierons pour cela sur une enquête multimodale (observations et recueil de données statistiques en MDPH, entretiens avec des agents de l'institution et avec des demandeurs de la RQTH) réalisée dans deux départements aux contextes économiques et sociaux diversifiés (enquête menée entre 2009 et 2012 et financée par la MiRe-DREES, la CNSA et l'IReSP). Nous commencerons par examiner les étapes de l'élaboration d'une demande de RQTH et les enjeux qu'elles soulèvent, en partant de la décision de retirer un dossier de demande puis en examinant dans un deuxième temps les formes et dynamiques du dépôt du dossier. Ce processus sera confronté dans un troisième temps à l'évaluation institutionnelle de cette demande et à ses effets sur le demandeur.

Sortir des transitions : construire une vie singulière entre dispositifs et statut de l'activité

■ Martine Blanc,

enseignante-chercheure, sociologie du travail, Dysola (Dynamiques Sociales et langagières), Université de Rouen,
martine.blanc@univ-rouen.fr

■ Catherine Peyrard,

enseignante-chercheure, sociologie du travail, Dysola (Dynamiques Sociales et langagières), Université de Rouen,
catherine.peyrard@univ-rouen.fr

Nous aborderons la question des ruptures professionnelles et biographiques à partir d'une population en situation de handicap du fait de troubles mentaux.

1/ Après avoir évoqué les questions posées autour de la construction de la catégorie du handicap psychique et indiqué ses caractéristiques principales, nous décrirons notre population et notre dispositif d'enquête.

2/ Nous reviendrons sur la question de la survenue des troubles mentaux. Lors de leur déclaration, les parcours de vie sont marqués par des ruptures scolaires, professionnelles, familiales, amicales qui se produisent en grappe.

Chacun a une idée de ce à quoi il peut prétendre, qu'il pense le devoir : à son appartenance sociale ou à ses qualités propres. Ces ruptures mettent à mal ce qui était considéré comme pouvant être attendu. Les ruptures conduisent à ce que les ressources de chacun vont être mises au jour et à l'épreuve lors de la construction de la suite du parcours. 3/ Alors que les troubles mentaux vont accompagner durablement la personne, les parcours de vie se continuent en articulation avec des dispositifs médicaux et médico-sociaux. Dans ces nouveaux cadres qui s'installent, se mettent au jour des vies construites dans l'attente et l'entre-deux du fait de l'entrelacement des temporalités de chacune des parties prenantes. Nous verrons comment certaines d'entre les personnes concernées tentent de se construire une vie singulière qui permette d'échapper à d'éternelles transitions.

La construction du projet professionnel chez les jeunes « déficients intellectuels » : myopie institutionnelle et socialisation

■ **Romuald Bodin,**

Mcf sociologie, Université de Poitiers, Gresco (EA 3815), romuald.bodin@univ-poitiers.fr

D'un point de vue médico-psychologique, la déficience intellectuelle se caractérise notamment par une forme de « rigidité cognitive » et une « difficulté avec la perception du temps » qui auraient entre autres pour conséquence de rendre toute projection dans l'avenir difficile. Cela expliquerait les difficultés que rencontrent les élèves d'IME (institut médico-éducatif) et d'ULIS (unités localisées pour l'inclusion scolaire) pour exprimer un avenir professionnel et/ou pour faire de ce dernier un projet cohérent et réaliste.

Toutefois, divers constats sociologiques semblent rendre cette conclusion bien plus problématique qu'il n'y paraît. On peut en effet faire l'hypothèse que l'attitude hésitante et « cognitivement rigide » des ces élèves est moins la conséquence d'une déficience que celle d'une socialisation spécifique réalisée au contact des pairs et d'un environnement « spécialisé ». C'est cette hypothèse que nous étudierons en analysant une série d'entretiens réalisés avec des élèves déficients intellectuels, d'une part, les résultats d'une enquête par questionnaire sur les représentations que divers professionnels du champ médico-social se font des capacités de ces élèves comme de leur avenir le plus probable, d'autre part

Young Disabled People at Work in Lithuania: opportunities, challenges and social policy responses

■ **Ruta Braziene, Ugnė Zalkauskaitė,**

Department of Sociology, Kaunas University of Technology, Lithuania

This study examines the extent for which disabled young people achieve their aspirations for work. Analysis of legal documents, regulating conditions of disabled people integration into Lithuanian labour market, allows concluding that there are important changes during the last decade towards people with disabilities in Lithuania: created active disabled integration into labour market measures, allocated subsidies for working places creation, scheme for supporting and preserving job places for the disabled people as well as postulating equal rights of the disabled to work with other persons at same workplaces was developed. However, it is important to note that, the number of the employed disabled young people in comparison to EU 27 average is relatively small. Unfavourable situation of the disabled young at the labour market reflects the demand to revise disabled people inclusion into the labour market strategies, as well as means and opportunities of their adaptation to labour practice of the disabled. The data of empirical research, e.g. semi structured interviews with young people with physical disabilities, revealed that disabled youth in the labour market encounter stigmatised attitudes of employers, poor interest to employ a disabled person. Analysis of interviews allows to conclude that professional skills of disabled people professional skills are often devalued, stigma of disability becomes a main obstacle of involvement into labour market.

Keywords: Disability, Disabled youth, Labour market, Lithuanian social policy

L'imposition d'une mesure coercitive à contretemps de la politique d'insertion professionnelle impulsée par l'OIT (1955-1991) ? Un essai d'histoire croisée Argentine-Brésil.

■ **Gildas Brégain,**

Docteur en Histoire, CNRS-CERHIO, Université de Rennes II, LEGH, Universidade federal de Santa Catarina (Brésil).

Les recommandations internationales sur l'insertion professionnelle des invalides connaissent de grands bouleversements au cours des années 1940 et 1950. En 1955, la recommandation n°99 de l'OIT vient entériner ces modifications, en dévalorisant la solution de l'obligation légale d'emploi des invalides au sein des entreprises privées. Sans que le texte l'explique, l'idée générale défendue par l'OIT est que l'application du système de quota devrait être limitée aux administrations publiques, ainsi qu'aux organismes d'assurance sociale, mais ne devrait pas toucher les entreprises privées. Notre communication vise à comprendre comment cette norme internationale sur l'insertion professionnelle des invalides modifie la légalité nationale dans deux pays d'Amérique latine, l'Argentine et le Brésil. Des spécialistes de l'OIT visitent l'Argentine et le Brésil, effectuant alors un travail de socialisation des acteurs locaux aux orientations légales préconisées par l'OIT. Ils tentent alors d'harmoniser les politiques d'insertion professionnelle des invalides de ces pays latino-américains dans un sens favorable aux entreprises privées, en écartant l'hypothèse de l'obligation d'emploi au sein des entreprises privées. A l'inverse, certaines associations de personnes handicapées se mobilisent pour obtenir la mise en place d'une obligation d'emploi au sein des entreprises publiques et privées. Ce faisant, elles revendiquent une légalité cosmopolite subalterne, c'est-à-dire une norme légale contre-hégémonique, basée sur des principes de solidarité plutôt que sur la maximisation des profits des entreprises privées. Cette légalité subalterne ne parvient pas à s'imposer sur le long terme en Argentine, alors qu'elle est institutionnalisée définitivement au Brésil par la loi n°8.213 de 1991, qui est encore en vigueur aujourd'hui.

L'expérience de la retraite des personnes désignées « déficientes intellectuelles »

■ Muriel Delporte,

doctorante en sociologie, laboratoire CÉRIES, université Lille 3 muriel.delporte@yahoo.fr

Cette recherche vise à étudier le vieillissement des personnes dites « déficientes intellectuelles » en privilégiant un moment particulier de leur avancée en âge : celui de la retraite. Il s'agit de saisir leur expérience individuelle de la retraite, la manière dont elles envisagent leur vie sans travail, la façon dont elles éprouvent cette nouvelle phase de leur existence, dont elles parviennent ou non à l'investir de significations positives. L'objectif consiste à décrire la pluralité des expériences de la retraite de ces personnes, en les mettant au regard de leurs contextes de vie actuel et de leurs trajectoires de cessation d'activité.

Trois contextes de vie sont étudiés : les établissements du secteur « handicap », les établissements du secteur « personnes âgées » et les situations de vie à domicile avec intervention d'un service d'accompagnement. L'analyse porte plus précisément sur trois axes : l'organisation du quotidien, le positionnement identitaire par rapport aux catégories de « vieux » et de « retraité » et la dimension sentimentale. Nous nous efforçons de repérer, à travers l'analyse de la réorganisation du quotidien des personnes « déficientes intellectuelles » retraitées, les stratégies de reconversion qu'elles mettent en œuvre, les supports dont elles bénéficient et l'impact de ces supports dans leur expérience de la retraite. A ce niveau de la recherche, nous avançons l'idée d'une typologie des expériences de la retraite en trois types : la « retraite continuité », la « retraite découverte » et la « retraite perte ».

Passage à l'âge adulte, handicap et transitions vers l'emploi

■ **Serge Ebersold,**

Sociologue, professeur des universités, INSHEA, GRHAPES-SAGE, serge.ebersold@inshea.fr

Dans nombre de pays de l'OCDE, l'activation des politiques de l'emploi n'a pas substantiellement facilité l'accès à l'emploi des personnes handicapées (OCDE, 2010). Ces difficultés d'accès à l'emploi sont indissociables des difficultés que rencontrent les systèmes éducatifs à placer les lycéens à besoins éducatifs particuliers à égalité de chances avec les autres élèves et à les préparer aux exigences du marché de l'emploi, notamment lorsqu'ils présentent un trouble de l'apprentissage ou un trouble psychique. Elles renvoient aussi à leur aptitude à les préparer aux nouveaux rôles sociaux qui spécifient le passage au monde adulte et à pallier les dyschronies que portent en elles le caractère interinstitutionnel du handicap et les différences d'approches du handicap qui séparent le milieu scolaire du milieu professionnel incitent par ailleurs à appréhender la situation des intéressés à l'aune des stratégies développées pour penser les transitions et assurer la continuité et la cohérence des parcours. Cet article décrit dans un premier temps la situation de lycéens à BEP inscrits en terminale en 2007 dans 4 pays de l'OCDE et le sentiment d'appartenance qu'ils en retirent pour, dans un second temps, appréhender l'effet capacitant ou invalidant des soutiens et des aménagements dont ils ont bénéficié dans l'enseignement secondaire ainsi que des stratégies développées en matière de transition.

Les personnes handicapées mentales et psychiques et le travail : une conciliation possible en droit belge ?

■ Valérie Flohimont,

prof. dr. UNamur, directrice du centre interdisciplinaire Droits fondamentaux et Lien social, collaboratrice scientifique volontaire Instituut voor Sociaal Recht-KU Leuven (valerie.flohimont@unamur.be).

■ Alexandra Tasiaux,

assistante en droit social UNamur, chercheur au centre interdisciplinaire Droits fondamentaux et Lien social, avocate (alexandra.tasiaux@unamur.be).

En Belgique, diverses mesures existent pour inciter les employeurs à engager et à maintenir au travail des personnes handicapées. La communication vise plus particulièrement à examiner la situation des travailleurs souffrant de handicap mental ou psychique au regard du monde du travail et à évaluer autant que possible l'effectivité des dispositifs existants. Entre intégration souhaitée et risque de stigmatisation accrue, la frontière est parfois mince et le passage d'une situation à l'autre s'effectue parfois de manière pernicieuse. Comment dès lors concilier les mesures d'intégration au regard de la réalité parfois violente du travail ?

Dans le cadre de l'interrogation sur la conciliation possible en droit belge du handicap mental et psychique et de l'emploi, nous examinons donc les notions de handicap mental, handicap psychique et handicap à l'emploi pour nous intéresser ensuite aux mesures visant à favoriser l'accès au monde du travail dit classique pour les travailleurs concernés. Nous étudions également les possibilités de maintien à l'emploi lorsque le trouble survient ou est découvert en cours d'exécution de la relation de travail. Enfin, nous nous interrogeons sur l'effectivité des mesures prises et sur les risques éventuels sous-jacents que celles-ci peuvent engendrer.

Loin d'une présentation exhaustive de la situation belge et de toutes les mesures en vigueur, la communication vise surtout à présent la philosophie et les politiques d'emploi et d'intégration qui se trouvent derrière, voire en amont, des différentes dispositions légales.

New Policies to Promote Youth Inclusion in the Labour Market? Disability in the Nordic Welfare States

■ **Rune Halvorsen (corresponding author),**

NOVA Norwegian Social Research Institute, rune.halvorsen@nova.no

■ **Bjørn Hvinden,**

NOVA Norwegian Social Research Institute, Bjorn.hvinden@nova.no

■ **Mi Ah Schøyen,**

NOVA Norwegian Social Research Institute, miah.schoyen@nova.no

■ **Susan Kuivalainen,**

National Institute for Health and Welfare, susan.kuivalainen@thl.fi

This paper examines Nordic policies to support the inclusion of youth with disabilities in the labour market, notably the transition from school to work in Denmark, Finland, Norway and Sweden.

First, the paper examines the common assumption that that welfare dependency is increasing among youth, examines the participation rates in education, training or employment for youth in general and youth with disabilities and examines the NEET rates (not in education, employment or training) for youth in general and youth with disabilities.

Second, the paper examines cross-national similarities and differences in the detailed design of the social regulatory and redistributive provisions of relevance for the labour market inclusion of youth with disabilities and the ways and extent to which these provisions are implemented, including the mechanisms for supervising, monitoring and enforcing compliance with the relevant provisions.

Third, by comparing national policies in Nordic welfare states, the paper will clarify the strengths and weaknesses of existing approaches and the scope for policy exchange and learning across country-borders with purpose of ensuring labour market inclusion of youth with disabilities.

Functioning of working life of persons with intellectual disability in Japan influenced by their access to community services and accommodations in their workplace

■ Yuichiro Haruna,

National Institute of Vocational Rehabilitation (NIVR), Japan Organization for Employment of the Elderly, Persons with Disabilities and Job Seekers, Japan

■ Yusuke Kataoka,

The Graduate School of Medicine, the University of Tokyo, Japan

Integration of different paradigms of disability employment has been an urgent issue in Japan: traditional “train then placement” model vs. new “placement then support” model, and traditional employment quota system (medical model) vs. antidiscrimination legislation (social model). In order to achieve common understandings beyond sectionalism among welfare and labour sectors, and employers, we conducted a comprehensive national survey, and analyzed significance of various “work supports” in terms of their effects on improvement of the functioning of working life of persons with intellectual disability. Our multivariate statistical analysis clarified importance of “placement then support” services and accommodations in workplace because of their effects on improvement of participation in transition-to-work, employment status, and many activities in workplace. Many traditional work supports tended to hinder the better services and accommodations. The findings rationalize recent national efforts in Japan; the multisectional coordination programs towards employment and the encouragement of reasonable accommodations in workplace.

'Activating' disabled people in the UK: Who, when and how and how much?

■ **Dan Heap,**

Doctoral Researcher, University of Edinburgh School of Social and Political Sciences, dannheap@gmail.com

Getting disabled people into work has been one of the aims of the UK government since 1997, and has resulted in a large number of changes to the benefits paid to disabled people and the services offered to them to help them find employment.

The development of policy in the UK can be characterised as shifts along three different dimensions. Firstly, the eligibility for unconditional benefits have been continuously tightened and many disabled people are being reclassified as being fit for work, meaning that more disabled people than ever before are being required to seek employment. Secondly, there appears to have been a movement from small scale, rather closely specified specialised services that disabled people could access on a voluntary basis to more unified, mainstream approaches that at the programme level make less of a formal distinction between disabled jobseekers and others.

Thirdly, whilst welfare reform has continued apace, the previous and current governments have largely failed to meet their concomitant responsibility to provide appropriate employment services for disabled people, and efforts to do so have declined with the downturn and the failure of some high-profile initiatives.

The policy choices made in the UK mean that both the broad policy aim of getting more disabled people into work and the services that enable them to find employment are weakly institutionalised, subject to apparently very variable political will; the state of the wider economy and the operation of the new system of employment support, which puts a premium on rapid entry into the standard labour market. As such, what was in the recent past looking to become one of the UK's leading welfare-to-work priorities has become increasingly marginalised.

Les stratégies professionnelles de salariés sourds : du travail à la négociation contrainte de conditions ordinaires de travail.

■ **Sylvain Kerbouch**,
sociologue, Centre d'Études de l'Emploi, sylvain.kerbouch@cee-recherche.fr

■ **Sophie Dalle-Nazébi**,
sociologue et anthropologue, Pôle R&DE, WebSourd, sophie.dalle-nazebi@websourd.org

Notre recherche sur l'emploi et l'expérience professionnelle de salariés sourds montre la situation paradoxale de ces salariés dans leur environnement professionnel. Les témoignages de salariés sourds sont unanimes : ils sont fiers de travailler. Cependant, beaucoup d'entre eux s'épuisent à obtenir des conditions de travail satisfaisantes. Les stratégies professionnelles que ces salariés sourds adoptent dans leur travail sont significatives : abandon, en retrait, conciliant, cumulant, mobilisé. Ils consacrent une part de leur temps et énergie à négocier l'aménagement de leurs conditions et postes de travail : avoir accès aux réunions et formations, obtenir une évolution professionnelle, mettre en place une circulation adaptée des informations, partager la culture de l'entreprise, sensibiliser les collectifs de travail à la communication avec des personnes sourdes, etc. Ce constat résulte d'une application très variable de la loi du 11 février 2005 dans les entreprises aboutissant à des décisions opportunes des personnels répondant aux demandes de tels salariés. Et l'on peut s'interroger sur la situation d'emploi plus globale des travailleurs sourds : majoritairement en emploi, ils sont moins concernés par le chômage que par l'inactivité. Si certains facteurs (diplôme, formation, état de santé, etc.) y jouent probablement un rôle, les difficultés que rencontrent les salariés sourds au travail indiqueraient que l'environnement professionnel en est aussi l'une des sources.

Partially disabled employees : dealing with a double role in the Netherlands

■ **Trudie Knijn,**

Full professor of interdisciplinary Social Science, Utrecht University, G.C.M.Knijin@uu.nl

The 2006 act on social security for disabled workers places Dutch employees in a double position: They can be assessed simultaneously as sick and fit to work, and have earn an income. The paper outlines the shift towards the new policy paradigm and reports on a mixed methods research among partially disabled employees. Based upon Sen's capability approach a survey held among 772 partially disabled employees investigated whether a combination of resources and functionings contributed to their re-integration. In addition, in-depth interviews with 43 selected partially disabled employees investigated contextual factors. In this paper the focus is on the role of the institutional environment that is made up by the UWV and re-integration companies. We found that labour participation of the partially disabled employees was associated with perceptions of their capability to work and their chances to find work. We also found that the majority of the partially disabled employees were satisfied with their assessment and final categorization, except those workers who have not yet found a job and are pessimistic about their chances on the labour market. Moreover, many partially disabled employees are lost in bureaucracy and experience difficulties with the supposed self-management in this domain of social security.

La scolarisation d'adolescents et jeunes adultes dits handicapés mentaux au sein d'un dispositif ULIS d'un lycée professionnel : Enjeux, paradoxes et conséquences

■ Godefroy Lansade,
Docteurant, EHES, Centre Norbert Elias

Les *Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire (ULIS)* ont été créées pour assurer la continuité des parcours scolaires en milieu ordinaire d'élèves reconnus handicapés par la MDPH. Principalement implantées en lycée professionnel, l'enjeu majeur des ULIS lycée, est de parvenir à négocier, au mieux, le passage de l'âge scolaire des élèves qui y sont orientés vers le monde du travail ordinaire, adapté ou protégé. C'est ainsi le lieu où la question de l'orientation et de la formation professionnelle se fait à la fois la plus vive et la plus délicate. Dans le cadre d'une enquête ethnographique approfondie, nous verrons alors comment, dans les faits, l'ULIS prend place et quel rôle elle joue dans le projet d'orientation et de formation professionnelle des élèves inscrits dans ce dispositif. Cette communication aura donc comme objectif d'explorer en détails les dimensions multiples d'un dispositif Ulis implanté dans un LP mais aussi les paradoxes afférant à la position d'entre-deux qu'il occupe entre la formation professionnelle (dispensée au sein du lycée) et la normativité du monde du travail (notamment lors des stages en entreprise).

Les trajectoires des anciens étudiants handicapés : regard statistique et perspectives de recherche.

■ Nathalie Le Roux,

Maître de conférences, sociologue, SANTESIH, EA n°4614, Université Montpellier 1, nathalie.le-roux@univ-montp1.fr

■ Michaël Segon,

Ingénieur d'études - doctorant en sociologie, SANTESIH, EA n°4614, Université Montpellier 1, michael.segon@univ-montp1.fr

L'insertion professionnelle des sortants de l'enseignement supérieur est un objet particulièrement étudié depuis plusieurs années, par divers acteurs et pour diverses finalités. Le devenir professionnel de la population des anciens étudiants handicapés (AEH) n'est en revanche jamais réellement investigué. En effet, à l'exception du nombre d'inscrits et de son évolution, aucune information sur les parcours de formation et les conditions d'accès ou non à la vie professionnelle de ces individus n'est disponible (Le Roux, Marcellini, 2011).

Dès lors, l'enjeu de cette communication est double. D'une part, il s'agit d'objectiver les parcours d'études et d'insertion des AEH. Seront présentés les résultats d'une exploitation secondaire de l'enquête Génération 2004 (Céreq, 2007, 2009). Ce travail statistique exploratoire a révélé qu'une partie de la population étudiée rencontre des difficultés notables dans leur parcours, que ce soit dans l'accès aux études supérieures, pendant les études ou dans la phase d'insertion professionnelle. Nous insisterons sur les difficultés à identifier notre population-cible dans la production statistique actuelle et présenterons les pistes à suivre pour développer prochainement une connaissance plus riche des trajectoires d'insertion des AEH. D'autre part, nous mobiliserons un matériel qualitatif basé sur un corpus d'entretiens de type récits d'insertion (n=22). L'analyse de ces entretiens nous permettra de présenter les dimensions qui paraissent, dans les parcours de formation et d'insertion, particulièrement affectées par les situations de handicap. Nous retiendrons la question de la définition d'un projet de formation et d'un projet professionnel, l'influence de la famille et des réseaux amicaux et/ou associatifs ainsi que le recours ou non aux dispositifs de compensation.

Les parcours de (ré)insertion professionnelle de personnes ayant une déficience motrice passées par un centre de MPR

■ **Seak-Hy Lo,**

Doctorante en Santé publique, Université Paris Sud – CERMES 3, shl@vjf.cnrs.fr

Les centres de médecine physique et de réadaptation (MPR) sont des lieux où après l'accident ou la maladie invalidante, les personnes apprennent les gestes pour se réadapter avec leur déficience. Certains centres disposent d'un service d'insertion professionnelle visant à anticiper la réinsertion de ces blessés. L'analyse se focalise ici sur deux services d'insertion professionnelle qui ont été observés dans deux régions françaises différentes.

L'objet de cette communication est de montrer comment la constitution, l'organisation et les moyens de ces services préparent à certains types de parcours d'insertion. Ainsi, les partenariats qu'ils soient internes au centre ou externes (MDPH, CAP emploi, CRAM,...) peuvent influencer sur l'accompagnement proposé par ces services.

L'analyse se base sur une approche inductive d'entretiens croisés : vingt trois personnes passées par ces services ont été rencontrées au cours d'entretiens approfondis de type « récit de vie » et huit professionnels ont été interrogés sur leur accompagnement auprès de ces personnes . Le recrutement des personnes ciblait une population de 20 et 59 ans ayant une ou des déficiences de type moteur ou neuro-moteur traitées en MPR issues d'un accident ou d'une maladie survenue à l'âge adulte.

Are labor force evolutions affecting the disability insurance uptake?

■ Leen Meeusen,

Herman Deleeck Centre for Social Policy, University of Antwerp, Belgium, leen.meeusen@ua.ac.be

■ Annemie Nys,

Herman Deleeck Centre for Social Policy, University of Antwerp, Belgium, annemie.nys@ua.ac.be

Over the last two decades, the number of persons entitled to incapacity benefits increased strongly. Disability insurance (DI) uptake has consequentially increased in Belgium, the Netherlands, Denmark and Sweden but this has happened at a very different pace and to a very different degree. In order to draw correct conclusions regarding the actual growth in national uptake and to gain a new perspective to this large cross-national variation, we introduce corrections on the growth of DI uptake. By controlling for the evolution in labor force participation and its respective gender and age components, we are able to formulate an answer to the following question: 'How much of the increase and cross national variation in DI uptake can be explained by the evolution of the labor force and his components?' The results show that the evolution of women between the ages of 15-50 entering the labor market had the greatest impact on the growth of DI uptake, with Sweden as sole exception. The DI uptake of the latter is mainly influenced by the evolution of the working elderly. We conclude that the corrections, based on the evolution of the different components of the labor force, reduce the increase in national DI uptake and narrow the gap in cross-national variation. Nevertheless, a proportion of national growth and cross-national variation remains unexplained.

La place des demandes d'AAH dans la prise
en charge des bénéficiaires du RSA
d'un Conseil Général français.

■ Samuel Neuberg,

Docteur en sociologie, CMH, France

Résumé non disponible / Abstract unavailable

Les parcours professionnels de jeunes adultes en situation de handicap psychique : du milieu ordinaire à la filière spécialisée du handicap

■ **Audrey Parron,**

Docteur en sociologie, LISST-CERS, audrey.parron@orange.fr

Nous proposons dans cette communication de présenter une partie de notre travail doctoral portant sur les parcours professionnels de jeunes adultes reconnus en situation de handicap psychique. L'analyse des parcours professionnels révèle les difficultés de ces jeunes à avoir accès à l'activité stable en milieu ordinaire et l'épuisement que peut entraîner une série d'échecs et de ruptures dans l'emploi. Ce sont les dispositifs médico-sociaux qui sont encore les plus sollicités pour échapper à ces difficultés, malgré la volonté des politiques publiques à sortir les personnes en situation de handicap des filières spécialisées.

Un nouveau paradigme dans l'invalidité ? Le cas suisse

■ Prof. Isabelle Probst,

Haute école de santé Vaud • HESAV, Lausanne, Discipline : psychologie sociale, isabelle.probst@sunrise.ch

■ Prof. Jean-Pierre Tabin,

Haute école de travail social et de la santé • EESP et Université de Lausanne, Discipline : sociologie des politiques sociales, jean-pierre.tabin@eesp.ch et jean-pierre.tabin@unil.ch

En phase avec les politiques d'activation des bénéficiaires de la protection sociale, l'assurance invalidité suisse (AI) a connu récemment plusieurs révisions visant à réduire le nombre de rentes octroyées et à accroître l'insertion professionnelle des personnes atteintes dans leur santé. Ces réformes sont présentées par l'État comme la réponse appropriée à la situation financière de cette assurance.

Dans une optique inspirée des disability studies, nous cherchons à saisir la portée sociologique de ces changements en questionnant en parallèle les présentations officielles de ces révisions législatives et les arguments avancés pour les légitimer. Analysant les sources relatives à la loi fédérale sur l'invalidité, nous montrons que l'AI reposait à sa création sur un paradigme que nous nommons la réparation, aujourd'hui remplacé par un nouveau paradigme, celui de l'encadrement actif. Nous montrons que les données statistiques convoquées pour justifier l'inéluctabilité des révisions ne sont pas le reflet d'une évolution du phénomène de « l'invalidité », mais font partie intégrante du changement de paradigme : par la définition de catégories spécifiques, elles donnent à voir la question de l'invalidité sous un nouvel angle, légitimant ainsi de nouvelles façons de la traiter. Nous concluons sur le constat que le nouveau paradigme transforme la normativité non seulement de l'invalidité, mais également de la santé et de l'emploi.

Researching Life Course Transitions of Young Adults with Disabilities : The ACEE Alumni Study

■ **Cornelia Schneider, Saad Chahine, Brenda Hattie,**

Mount Saint-Vincent University, Halifax, Nova Scotia, Canada

This article examines life-course transitions of young adults with disabilities from school to adult life. Those young adults have been part of the Access to Community Employment and Education Program (ACEE) in Halifax, Nova Scotia, Canada. This program, currently in its eighth year, focuses on the transition of young people with disabilities from school and youth towards adulthood, employment, and independent living. In this article, the authors will focus on a survey conducted in 2012/13, intended to reach out to the alumni of the ACEE program. This quantitative survey focussed on the intended long-term outcomes of the ACEE program: Work life, Home life, Transportation, Leisure and Networks. 66 alumni were surveyed, stemming from seven cohorts of young people with disabilities who have completed the program. This quantitative study, addressed directly to the young people with disabilities assesses the current life situation of the alumni of the program, in terms of their employment, education, living situation, social networks and mobility. It reveals the successes and challenges of this group, several years after having been part of the ACEE program, some of which can be related back to the outcomes of the program, but also to the current social and economic context in which those life-course transitions are taking place.

Employment Prospects of Young Apprenticeship Participants with disabilities in the Context of Vocational Rehabilitation in Germany

■ Nancy Titze (M.A. Sociology & Anglistics);

Researcher at the Institute for Employment Research; nancy.titze@iab.de

■ Stefan Gruber (Dipl. Sociology);

Researcher at the Max Planck Institute for Social Law and Social Policy, MEA; gruber@mea.mpsoc.mpg.de

People with disabilities are facing various difficulties in societal participation. One aspect is minor participation in the labour market in comparison to non-disabled people. Vocational rehabilitation, as an instrument of the social welfare state, is designed to support people with disabilities to (re-)gain employment. The crucial school to work transition is considered to be specifically difficult for young people with disability. But no empirical evidence can be found for Germany concerning this decisive step.

Our research focuses on this crucial transition and identifies significant factors of influence based on a three-wave panel survey of the Institute of Employment Research (IAB) targeting people with disabilities who had finished a labour market programme of the German Federal Employment Agency in 2006. The employment history of young career starters is being explored firstly by observing the transition into employment and secondly by distinguishing employment in terms of supported and regular employment. The odds for and the duration of transition from vocational apprenticeship into employment will be estimated by means of event history analyses.

The results show that men and women differ in terms of duration from completion of apprenticeship and integration into employment. The transition is generally dependent on the subjective health status, but not necessarily on the type of disability. Only in regard to supported employment, the type of disability becomes a central predictor for labour market integration

■ Pierre Uidal-Naquet,

Cerpe, Centre Max Weber (Lyon)

Je souhaite centrer ma communication sur le rôle du corps dans les stratégies d'insertion professionnelles des personnes handicapées. Pour mener la discussion, je m'appuierai sur le cas de deux jeunes femmes atteintes d'un cancer grave et cherchant à se maintenir dans l'emploi en développant une intense activité de mise en conformité de leurs corps afin de rendre celui-ci socialement acceptable. J'évoquerai les stratégies, tactiques, ruses, qui sont déployées dès lors que le corps déborde de l'espace privé et de l'intime. Si ces conduites permettent de participer au monde du travail, elles ont un coût car elles menacent en permanence les relations de confiance constitutives du lien social. En me focalisant sur ces deux situations, je suggère que les difficultés ne procèdent pas uniquement d'une carence d'aménagement du milieu mais aussi de la façon dont est vécue l'expérience de la différence corporelle. Certes, la personne handicapée peut être protégée par un statut ou par l'adaptation du poste de travail. Mais cette protection ne règle pas la question de la place du corps dans les échanges sociaux. Tout est à inventer dans un contexte où rien n'est réglé d'avance et où ne peuvent être vraiment anticipées les réactions sociales, que celles-ci soient positives ou négatives, manifestes ou supposées. Un doute demeure toujours sur ce qu'il convient de faire avec un corps qui ne répond pas tout à fait aux normes sociales.

Politiques d'emploi des mutilés de la Première Guerre Mondiale et des handicapés actuels : de la transformation des contraintes à la question de leur disparition

■ Stéphane Zygart,

Docteur en philosophie, Lille3-Bordeaux3/UMR STL, szyg@laposte.net

Les mutilés de la Première Guerre Mondiale peuvent être considérés comme l'événement déclencheur de nos politiques pour l'emploi des personnes handicapées. Sans en faire la seule origine des dispositifs actuels, beaucoup des tensions et obstacles, essentiellement économiques, que les politiques de 1914 affrontèrent se retrouvent et se répètent aujourd'hui, les solutions qui furent envisagées également. Entre ce début du XXème siècle et notre époque, il semble néanmoins que les choses ont profondément changé sur un point, celui des ressorts et des buts des différentes contraintes que nos politiques pour l'emploi des invalides essaient d'imposer: contraintes établies non plus au nom de la nécessité économique du travail de tous, mais au nom des valeurs de socialisation et de thérapeutique du travail, aménagé pour certains. Il est nécessaire de bien comprendre cette transformation et ses corollaires pour évaluer, au delà du taux d'emploi des handicapés, nos politiques actuelles, la liberté qu'elles laissent aux personnes handicapées et leur légitimité sociale.



Université Lille 3 - Maison de la Recherche
Bât. F, Salle des colloques
Domaine Universitaire du Pont de Bois - Villeneuve d'Ascq
Métro : Pont de Bois (Ligne 1, direction 4 cantons)

Ce colloque clôturera une manifestation organisée par l'université Lille 3 du 20 mars au 12 avril 2013 :

«Université et handicap. Quand Lille 3 se mobilise autour du handicap !»